

Kohnert, Dirk

Preprint

Transition du pouvoir au Sénégal : les perspectives des nouveaux espoirs sont-elles réalistes

Suggested Citation: Kohnert, Dirk (2024) : Transition du pouvoir au Sénégal : les perspectives des nouveaux espoirs sont-elles réalistes, Zenodo, Genève,
<https://doi.org/10.5281/zenodo.11176072> ,
<https://zenodo.org/records/11176072>

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/300875>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

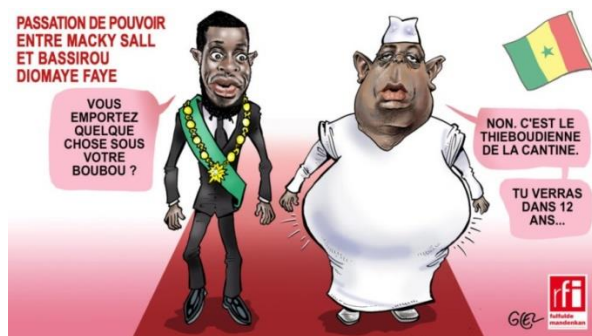


<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Transition du pouvoir au Sénégal : les perspectives des nouveaux espoirs sont-elles réalistes ?

Dirk Kohnert ¹

Changement radical de pouvoir ou plus du même? ²



Source: © [Damien Glez](#), RFI, 5 avril 2024

Résumé : L'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence du Sénégal le 24 mars 2024, après un processus électoral mouvementé, reflète la résilience des institutions démocratiques du Sénégal. C'est l'occasion de renforcer la gouvernance transparente et de lutter contre les inégalités. C'était la première fois depuis l'indépendance du Sénégal de la France en 1960 qu'un candidat de l'opposition gagnait déjà au premier tour des élections présidentielles. Les médias occidentaux ont tenté de montrer que Faye, présenté comme un « panafricaniste de gauche », souhaitait promouvoir une culture africaine authentique pour rompre avec l'influence occidentale postcoloniale. Cependant, l'orientation politique du duo Faye-Sonko correspond à celle des « Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité » (Pastef), une organisation fondée par Sonko en 2014. Bien que leurs formulations paraissent radicales, leur principal objectif est de renforcer l'indépendance nationale du pays. Faye, diplômé de la célèbre école d'élite ENA, aime se considérer comme l'héritier de deux penseurs sénégalais a priori diamétralement opposés : Léopold Sédar Senghor et Cheikh Anta Diop. Ils avaient un objectif commun : rendre le Sénégal et les autres pays africains indépendants et autonomes. Cette orientation nationaliste rapprochera également le nouveau gouvernement de Dakar des juntes militaires voisines qui gouvernent la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Paris, qui a toujours eu à cœur de préserver sa présence postcoloniale, notamment ses bases militaires, le franc CFA et la langue française, est désormais contraint de suivre les événements. Faye et Songo ont promis de renégocier les termes de la monnaie CFA, soutenue par la France, ainsi que les contrats pétroliers et gaziers avec des sociétés étrangères. Cependant, le gouvernement de Dakar devra bientôt s'adapter à la dure réalité des inégalités économiques. Il doit tenir ses promesses électorales de lutter contre la corruption, donner la priorité aux intérêts économiques nationaux et créer des emplois pour la population du pays, notamment pour les jeunes chômeurs. Environ 60 % des chômeurs ont moins de 25 ans. L'écart entre le potentiel économique et les niveaux de pauvreté alimente la frustration. Il existe un sentiment d'exclusion parmi les jeunes, ce qui les rend vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes. Le nouveau président entend également renégocier les accords de pêche et développer la production locale tant alimentaire qu'industrielle afin d'assurer la sécurité alimentaire tout en réduisant les importations coûteuses. Cependant, les subventions probables aux biens essentiels pourraient conduire à des conflits avec le FMI sur la mise en œuvre du programme. En ce qui concerne la création d'une monnaie souveraine, il est logique de mettre en œuvre les plans existants visant à remplacer le franc CFA au sein de la CEDEAO au profit de la monnaie indépendante, « l'éco ».

Mots clés : [Sénégal](#), [élections présidentielles](#), [mouvement social](#), [transition démocratique](#), [nationalisme](#), [panafricanisme](#), [décolonisation](#), [anti-impérialisme](#), [politique monétaire](#), [inégalité sociale](#), [pauvreté](#), [développement économique et social](#), [autosuffisance](#), [migration](#), [Afrique de l'Ouest](#), [UEMOA](#), [Cédéao](#)

JEL-Code: E26, E42, E64, F15, F35, F52, F54, I31, N17, N47, O15, O17, O55, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 10 mai 2024

² Caricature sur la passation du pouvoir entre Macky Sall et Bassirou Diomaye Faye. [Le regard de Glez sur la passation de pouvoir au Sénégal](#). © Damien Glez/RFI, Dakar, 5 avril 2024.

1. Introduction

Caricature 2 : de la prison au président ...



Source: © Victor Ndula, [twitter \(X\)](#), 27 mars 2024

Les résultats de [l'élection présidentielle sénégalaise du 24 mars 2024](#) ont été accueillis avec surprise et soulagement non seulement par l'électorat, mais aussi par la communauté africaine et internationale. [Bassirou Diomaye Faye](#) a remporté la course avec près de 54 % des voix après trois années de troubles politiques, notamment d'émeutes meurtrières et l'emprisonnement des principaux candidats de l'opposition, qui ont mené la démocratie du pays au bord de l'effondrement. Lorsque le président sortant [Macky Sall](#), qui a dirigé le pays pendant 12 ans (2012-2024), a tenté de prolonger son mandat par tous les moyens, la [Cour constitutionnelle du Sénégal](#) est finalement intervenue. Sall a fait volte-face, une loi d'amnistie a été votée et des milliers de prisonniers politiques ont été libérés (Hammerschlag, 2024). C'était la première fois depuis l'indépendance du [Sénégal](#) de la [France](#) en 1960 qu'un candidat de l'opposition gagnait au premier tour des élections. Faye, 44 ans, est devenu le plus jeune président de l'histoire du pays lorsqu'il a prêté serment le 5 avril pour diriger le pays pour les cinq prochaines années. Il succède au président sortant Macky Sall, qui a dirigé le pays pendant 12 ans (2012-2024). Les opposants lui ont reproché le chômage élevé des jeunes et la crise migratoire qui a atteint des niveaux record ces dernières années. Plus de 60 % de la population sénégalaise a moins de 25 ans (Hammerschlag, 2024). Aussi, l'accord de pêche conclu en 2014 entre l'Union européenne ([UE](#)) et Macky Sall, qui ouvrait les eaux sénégalaises aux grands navires européens, a été considéré comme un symbole « d'injustice » (Le Cam, 2024).

Faye et [Ousmane Sonko](#) avaient mené une bataille acharnée, avec le soutien du duo des « Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité » ([PASTEF](#)). Le parti d'opposition a été fondé par l'interdit Ousmane Sonko, 50 ans, déjà candidat du PASTEF à [l'élection présidentielle de 2019](#) (Kane, 2024). Sonko a été député à l'Assemblée nationale de 2017 à 2022 et depuis 2022 maire de la ville de [Ziguinchor](#) en [Casamance](#) (Schwikowski, 2024), en proie à des troubles périodiques attisés par un mouvement séparatiste, le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance ([MFDC](#)).

À peine dix jours avant l'élection présidentielle, Faye et son mentor, le leader charismatique Ousmane Sonko, étaient toujours détenus par le gouvernement en déclin de Macky Sall. Sonko, qui avait été interdit de candidature en 2023 à la suite d'une condamnation controversée pour corruption et diffamation, avait confié la candidature à son ami et cofondateur du PASTEF, Faye, dont la candidature a été validée par le Conseil

constitutionnel. Faye avait également été emprisonnée pour des accusations liées à sa critique de la décision du tribunal dans l'affaire de diffamation de Sonko. Il a été libéré le 14 mars 2024, dix jours avant les élections. La période de campagne était donc déjà inhabituellement courte. Plusieurs autres candidats ont encouragé leurs partisans à se rassembler derrière Faye, tout comme l'ancien président [Abdoulaye Wade](#) au nom du Parti démocratique sénégalais ([PDS](#)) d'opposition (Kelly, 2024).

Caricature 3: *Les accusations de viol portées contre Sonko l'ont empêché de se présenter aux élections*

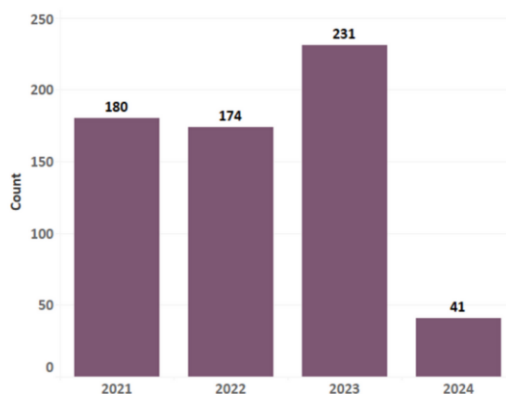


Source: © RFI Hausa, [Facebook](#), 8 décembre 2022

Faye et son parti ont fait campagne en proposant une « rupture » avec les approches du passé. Son principal adversaire était l'ancien Premier ministre [Amadou Ba](#), qui représentait la coalition au pouvoir « Benno Bokk Yakaar » ([BBY](#), Unis dans l'Espoir, en [wolof](#)). Le président sortant, Macky Sall, ne s'est pas présenté. Après une longue période d'incertitude quant à ses intentions de prolonger la limite constitutionnelle de deux mandats et les violences politiques qui en ont résulté, il a décidé de respecter la Constitution (Kelly, 2024).

Ces élections pacifiques ont été particulièrement remarquables pour le Sénégal, qui était considéré comme un gardien de la démocratie et de la stabilité, avant les trois dernières années de violents affrontements politiques dans le voisinage de la « ceinture du coup d'État » de [l'Afrique de l'Ouest](#) (Hammerschlag, 2024). Ces dernières années, l'armée a pris le pouvoir dans cinq pays voisins du [Sahel](#), le [Mali](#) (2020 ; 2021), le [Tchad](#) (2021), la [Guinée](#) (2021), le [Burkina Faso](#) (2022) et le [Niger](#) (2023), bien que dans des circonstances politiquement douteuses (Acheampong, 2024).

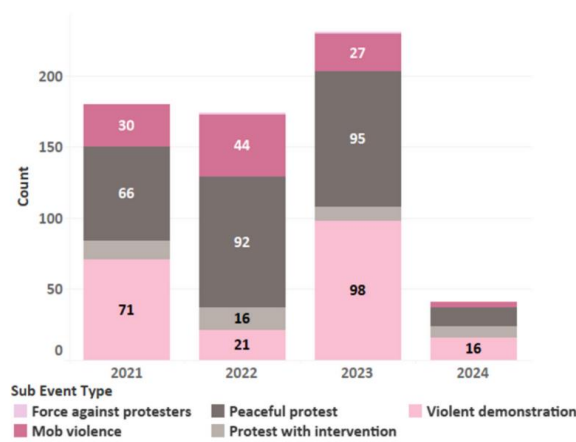
Graph 1: *cas de troubles civils au Sénégal, 2021-2024*



Cases of civil unrest in Senegal between 01 January 2021 and 23 February 2024. Data: ACLED

Source: [Castor Vali](#), Global Risk Management, 28 février 2024

Graph 2: répartition des troubles civils au Sénégal, 2021-2024

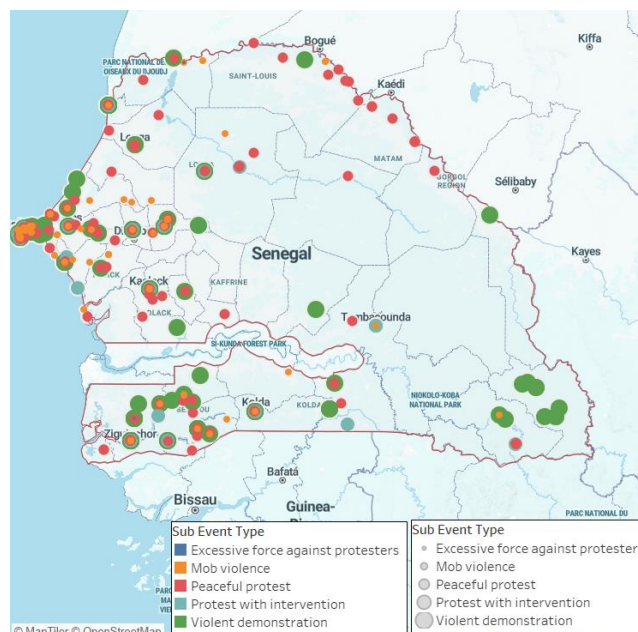


Breakdown of civil unrest in Senegal between 01 January 2021 and 23 February 2024. Data: ACLED

Source: [Castor Vali](#), Global Risk Management, 28 février 2024

Le « Collectif des organisations de la société civile pour les élections » ([COSCE](#)) avait activé un réseau d'observateurs à long terme dans chacun des [46 départements du Sénégal](#). Ces observateurs ont surveillé le processus préélectoral menant aux élections présidentielles. Aux côtés de leurs partenaires, la COSCE et le Centre [AfrikaJom](#) ont agi en tant que facilitateurs neutres pour maintenir des canaux de dialogue entre les parties opposées. Ils ont également impliqué les [chefs religieux](#), qui ont ensuite appelé les acteurs politiques à poursuivre le dialogue et à agir pour maintenir la stabilité et la paix. En particulier, l'intervention du calife général des Mourides, [Serigne Mountakha Mbacké](#), chef d'un ordre religieux largement respecté par les Sénégalais, quels que soient les partis, a facilité le maintien de la paix et le dialogue avec les dirigeants politiques pour désamorcer les tensions (Boiro, 2024).

Graph 3: Tempête montante : la crise politique au Sénégal

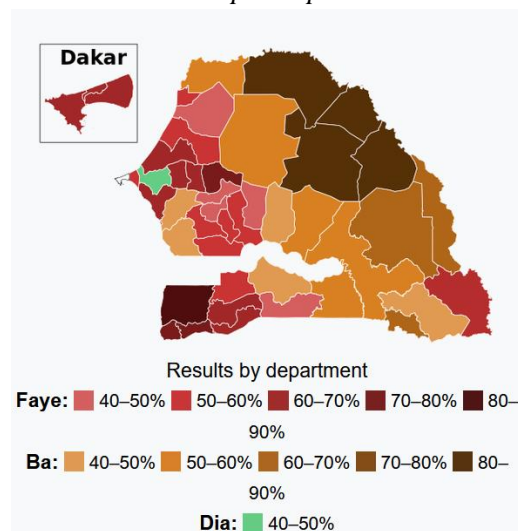


Source: [Castor Vali](#), Global Risk Management, 28 février 2024

Le 9 avril 2024, le [Président](#) et [Sonko](#), qu'il a nommé [Premier ministre](#), ont tenu leur premier Conseil des ministres, déclarant les cinq priorités du gouvernement : la jeunesse, le pouvoir d'achat, la justice, la souveraineté économique et la consolidation de l'unité nationale (RFI, 2024). Faye est susceptible de faire pression en faveur d'une réforme institutionnelle visant à réduire le pouvoir du président, qui exerce une influence écrasante sur le Parlement et le Premier ministre, qu'il nomme, et à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire (EIU, 2024). Le 5 avril déjà, Sonko avait dévoilé son nouveau cabinet rationalisé composé de 25 ministres et de cinq secrétaires permanents, dont près de la moitié étaient issus des rangs du PASTEF. [Abdourahmane Sarr](#), spécialiste monétaire ayant travaillé au Fonds monétaire international ([FMI](#)), a été nommé ministre de l'Économie (Ollivier, 2024).

Les deux dirigeants du PASTEF, Faye et Sonko, avaient déjà défendu, bien avant les élections, des idées telles que la création d'une monnaie nationale, le renforcement de la souveraineté nationale ainsi que l'intégration régionale dans le cadre des pays de la [CEDEAO](#) et la lutte contre la corruption. Ils veulent également éloigner le Sénégal des puissances occidentales, en particulier de l'ancien dirigeant colonial, la France, bien que Faye soit diplômé de la célèbre école d'élite française, l'École Nationale d'administration ([ENA](#)) (Schwikowski, 2024). Compte tenu des découvertes [pétrolières](#) et [gazières](#) du Sénégal, les deux hommes ont appelé à une approche stratégique des négociations contractuelles afin de garantir que les citoyens en récoltent les fruits. Le Sénégal est également confronté à un taux de [chômage](#) élevé des jeunes, à une dynamique de migration irrégulière dont la gestion peut nécessiter une politique de gouvernance des [migrations](#), et à des défis posés par le coût de la vie élevé (Kelly, 2024).

Graph 4: Élection présidentielle sénégalaise, 2024³
Résultats par département



Source: [2024 Senegalese presidential election](#), Wikipedia

Le duo Faye-Sonko veut promouvoir « [l'authenticité](#) » africaine et se place ainsi dans la lignée de deux penseurs sénégalais a priori diamétralement opposés, à savoir [Léopold Sédar Senghor](#) et [Cheikh Anta Diop](#) (Amselle, 2024). Pourtant, la « [négritude](#) » défendue par Senghor, conçue comme une valeur opposée à l'[islam](#), n'est pas très éloignée de « [l'afrocentrisme](#) » de Diop. Au-delà d'une orientation « [panafricaniste](#) » de gauche ou « [populiste](#) », la nouvelle équipe désormais au pouvoir au Sénégal serait plus proche des juntes militaires qui dirigent désormais le Mali, le Tchad, la Guinée, le Burkina Faso et le

³ Source: [2024 Senegalese presidential election](#), Wikipedia; BSMIsEditing, CC0, via Wikimedia Commons.

Niger, qui partagent l'orientation panafricaniste et [nationaliste](#). N'ayant pas su anticiper cette évolution, [Paris](#) n'a d'autre choix que de regarder les événements se dérouler, toujours animé par la volonté de sauver ce qui peut l'être, à savoir les bases militaires, le [franc CFA](#) et la langue française (Amselle, 2024 ; Kohnert, 2022).

2. Des leçons apprises de Sankara ?

Caricature 4: *Le duo « Sonko-Faye » va-t-il se développer dans le sens de « Sankara contre Compaoré » ?*



Source: © [Primo Media Rwanda](#), YouTube, 2024

Le duo Faye-Sonko est souvent comparé à l'exemple historique du duo [Sankara-Compaoré](#) au [Burkina Faso](#). Le président [Thomas Sankara](#), souvent appelé le [Che Guevara](#) de l'Afrique, était considéré par ses partisans comme une figure charismatique et emblématique de la [révolution de 1983](#), et un ardent défenseur du [panafricanisme](#) et des droits du travail (Harsch, 2017). Son alignement sur les dirigeants radicaux de son époque, tels que [Mouammar Kadhafi](#) en [Libye](#), [Samora Machel](#) au [Mozambique](#) et [Fidel Castro](#) à [Cuba](#), l'a opposé à l'[Occident](#), en particulier à l'ancienne puissance coloniale, la [France](#), mais aussi aux puissances impérialistes telles que les [États-Unis](#) et leurs pays africains voisins. Il a lancé une série de réformes sociales, écologiques et économiques sans précédent. Il a combattu l'injustice sociale, la pauvreté et la corruption, luttant pour les droits des femmes, les formes directes de démocratie, la souveraineté économique et la justice environnementale. Cependant, certaines de ses politiques ont aliéné des éléments de l'ancienne classe dirigeante, notamment les [chefs tribaux](#) (Peterson, 2021).

[Blaise Compaoré](#), initialement proche de Sankara dans les années 1980, a mené un [coup d'État en octobre 1987](#) au cours duquel Sankara a été tué. Huit ans après sa déposition en 2014, il a été jugé et en avril 2022, il a été reconnu coupable par un tribunal militaire spécial de complicité dans le meurtre de Sankara (BBC 2022). La révolution de Sankara a ensuite été remplacée par le style de leadership techno-bureaucratique de Compaoré. Compaoré opérait selon un processus pseudo-démocratique basé sur des élections non démocratiques dans un système semi-autoritaire. Son mandat a pris fin le 15 octobre 2014 lorsqu'il a tenté de prolonger son mandat en modifiant la constitution. Les protestations des étudiants, des syndicalistes et des militants, notamment des femmes, se sont transformées en une mobilisation civile massive, non seulement dans la capitale [Ouagadougou](#), mais aussi dans les campagnes. Finalement, les principaux éléments de son armée ont fait défection et il a été contraint de fuir vers la [Côte d'Ivoire](#) voisine (Bonnecase, 2015; Frère & Englebert, 2015).

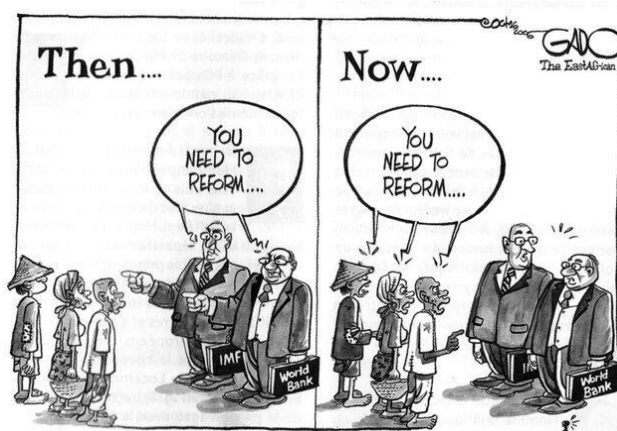
[Sankara](#) est resté un héros presque mythique pour de nombreux jeunes, même au-delà de son pays, à travers [l'Afrique subsaharienne](#). Début 2008, le rappeur sénégalais [Didier Awadi](#) a également sorti une chanson percutante, 'Bang Bang/Woye', accompagnée d'une série de vidéos, reliant la faim à l'énorme fossé entre riches et pauvres, et entrecoupant ses paroles de citations de Sankara, condamnant les systèmes capitalistes et impérialistes (Harsch, 2013).

Cet héritage durable s'est poursuivi jusqu'à nos jours, en se concentrant sur l'édification de la nation et sur le besoin de « [patriotisme](#) » pour défendre, construire et moderniser son pays. Sankara cherchait à créer un État qui tirerait sa légitimité non pas d'une désignation géographique coloniale, mais des divers peuples qui y vivaient. Cet effort, visant à puiser dans la culture autochtone, était délibérément pan-territorial, fondé sur une identité africaine spécifique, sur un recours à la mobilisation sociale et aux projets d'entraide locaux, et sur une économie nationale davantage fondée sur les marchés et les intérêts nationaux. Sa politique comprenait également l'autonomisation des femmes et la lutte contre la division coutumière du travail par le biais des Comités de base pour la défense de la révolution ([CDR](#)) (Harsch, 2013). Ces derniers ont installé un système visant un mode de vie solidaire plutôt qu'impérial, dans le respect des limites normatives post-développementales de l'autodétermination, en mettant l'accent sur la production et la consommation locales à des prix équitables. La politique post-développementale (nationale) du CDR était même inclusive au-delà des frontières des États en raison de la solidarité Sud-Sud et parce que les non-ressortissants pouvaient devenir membres normaux des CDR et ainsi participer à la politique. Ainsi, le CDR rompt avec les idées nationalistes de ségrégation et d'enclos. Mais cette approche révolutionnaire a finalement échoué. On a reproché au gouvernement un style trop autoritaire, par ex. concernant son arrivée au pouvoir via un coup d'État, sa manière d'éduquer le peuple d'en haut et, par-dessus tout, son traitement oppressif et dans certains cas très violent envers les dissidents (Faye, 2023).

En 2011, le mouvement sénégalais [Y'en a Marre](#), fondé début 2011, reprend, développe et adapte ces idées pour mobiliser la population du pays, notamment la jeunesse. Il a poursuivi un programme plus large de projets pour soutenir son objectif de promotion d'un « NTS » (Nouveau Type de Sénégalais). Le programme du NTS reposait sur la compréhension que des institutions nationales fortes ne peuvent être construites que sur une société de citoyens responsables et engagés qui agissent avec intégrité et attendent la même chose de leurs dirigeants (Nelson, 2013; Kohnert & Marfaing, 2019). Il faisait explicitement référence à [Thomas Sankara](#), qui n'avait que 33 ans lorsqu'il est devenu président et 37 ans à sa mort, et à son courage pour résister à la [Françafrique](#), le système de domination néocoloniale française du [Burkina Faso](#) et de ses voisins (Kohnert, 2022). Les réseaux Y'en a Marre se sont développés parmi les jeunes du continent et de la diaspora, créant un espace d'unité africaine et de pensée panafricaniste au nom de Thomas Sankara et [d'Amilcar Cabral](#), le leader de la [guerre d'indépendance de la Guinée-Bissau](#) à qui le mouvement a rendu hommage en poursuivant la lutte anti-impérialiste et en formant une alternative communautaire (Latuner, 2018).

3. Répercussions économiques du changement de régime de Faye-Sonko

Caricature 5: Vous devez vous réformer⁴



Source: © [Gado](#), Godfrey Mwampembwa, 2006

La « rupture » envisagée du duo [Faye-Sonko](#) dans les affaires internationales et la politique économique comprenait non seulement la renégociation des termes de la [monnaie CFA](#) soutenue par la [France](#) et l'introduction de « l' [éco](#) », mais aussi une réévaluation des contrats pétroliers et gaziers.

En novembre 2019 déjà, les huit pays ouest-africains de l'[UEMOA](#) avaient adopté une proposition de retrait de leurs réserves de change auprès de la [banque centrale française](#), qui avait suscité des réactions controversées. Cette proposition est le résultat d'une controverse de longue date sur le [franc CFA](#), inadapté et de plus en plus anachronique, durement condamné comme héritage néocolonial par des (anciens) responsables africains de renommée internationale et des critiques du franc CFA, notamment le Togolais [Kako Nubukpo](#), ancien haut fonctionnaire à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ([BCEAO](#)) et ancien ministre togolais. En juillet 2019 déjà, les dirigeants de la sous-région avaient adopté une proposition visant à introduire une monnaie unique, labellisée « [éco](#) », initialement limitée à la Zone monétaire ouest-africaine ([ZMAO](#)), pour l'ensemble de la région subsaharienne d'ici 2020. Lors de la première phase, les pays dotés de leur propre monnaie ([Gambie](#), [Ghana](#), [Guinée](#), [Nigeria](#) et [Sierra Leone](#)) devaient lancer l'[éco](#). Dans un deuxième temps, les huit pays membres de l'UEMOA qui ont en commun le franc CFA ([Côte d'Ivoire](#), [Sénégal](#), [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Togo](#), [Niger](#), [Bénin](#) et [Guinée-Bissau](#)) emboîteraient le pas. Ils ont maintenant décidé de confier les réserves à la BCEAO, basée au [Sénégal](#). Cependant, en décembre 2019, les présidents français et ivoirien, [Emmanuel Macron](#) et [Alassane Ouattara](#), ont déclaré de manière surprenante que les États membres (francophones) de l'UEMOA abandonneraient le CFA en premier pour adopter l'[éco](#), quels que soient les États membres anglophones de la ZMAO, en transformant unilatéralement le franc CFA en [éco](#) d'ici 2020. Cela a provoqué de vives protestations de la part de ces derniers, notamment du [Nigeria](#), le plus grand pays [d'Afrique de l'Ouest](#), car [Abuja](#) soupçonnait [Paris](#) de poursuivre sa politique africaine unilatérale et ses relations postcoloniales sous le couvert d'une aide à un pays ouest-africain « indépendant ». En mai 2020, le Conseil des ministres français a adopté un projet de loi ouvrant la voie à l'abandon du franc CFA ouest-africain au profit de l'[éco](#). Le projet de loi

⁴ Caricature sur les programmes de réforme structurelle malavisés du [FMI](#) et de la [Banque mondiale](#) et l'impact de l'aide. © [Gado](#), Godfrey Mwampembwa, 2006.

doit encore être confirmé par les parlements des États membres de l'UEMOA et de la France. De manière caractéristique, il n'a pas abordé l'un des aspects les plus controversés du CFA, à savoir le lien entre la monnaie et la politique monétaire de Paris et la parité fixe avec l'euro. Ainsi, Paris a sapé les ambitions de longue date des États membres de la ZMAO avec sa politique « diviser pour régner ». En juin 2021, la CEDEAO a annoncé 2027 comme nouvelle date de lancement de l'éco. Cependant, de nouveaux retards sont probables en raison des répercussions de la crise politique au Sahel et des menaces croissantes du terrorisme islamiste (Kohnert, 2022). Après avoir défendu une rupture nette avec cette monnaie, héritage de la colonisation, le duo Faye-Sonko s'est concentré sur les négociations au niveau communautaire. Selon eux, l'idéal serait de laisser le franc CFA à l'éco dans le cadre de la CEDEAO. Cependant, en janvier 2024, les nouvelles dictatures militaires du Niger, du Mali et du Burkina Faso ont annoncé leur intention de quitter le bloc. Ne parvenant pas à trouver un consensus, Sonko a déclaré qu'il envisagerait de prendre en main la souveraineté du pays, comme l'a fait la Mauritanie lorsqu'elle a abandonné le franc CFA en 1973 (Douet, 2024).

En outre, le gouvernement de Dakar souhaite renégocier ses contrats pétroliers et gaziers avec des acteurs majeurs de l'industrie tels que BP, Kosmos Energy et Woodside Energy Group afin d'augmenter les revenus de l'État issus de ces entreprises (Blomberg, 2024). Le Sénégal est sur le point de devenir l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde alors qu'il se prépare à lancer le projet de gaz naturel liquéfié Grand Tortue Ahmeyim (GTA) de 4,8 milliards de dollars et le développement pétrolier de Sangomar d'une capacité estimée à 473 millions de barils de pétrole brut. Ces projets devaient permettre d'exporter jusqu'à 100 000 barils de pétrole par jour et au moins 2,5 millions de tonnes de GNL par an. Sonko a qualifié à plusieurs reprises ces contrats de « dépossession » des Sénégalais. De quoi provoquer une agitation au sein du secteur, après plusieurs milliards de dollars d'investissements cumulés entre majors et sous-traitants locaux, directement ou indirectement (Douet, 2024).

Les perspectives de croissance économique étaient également assombries. Du côté de la demande, la croissance de la consommation privée a ralenti, reflétant la perte de pouvoir d'achat liée à une inflation élevée, tandis que l'investissement a été affecté par les incertitudes liées au climat sociopolitique. Du côté de l'offre, l'activité dans le secteur tertiaire, touchée par les troubles sociaux et les tensions politiques, a ralenti. L'inflation est restée élevée, même si elle devrait se modérer à 6,1 % en 2023, après avoir culminé à environ 9,7 % en 2022, suite à la chute des prix internationaux des matières premières et à la normalisation des chaînes d'approvisionnement. Des vulnérabilités structurelles telles qu'une faible productivité, un capital humain limité, des niveaux élevés d'informalité et l'émigration des jeunes ont persisté et ont été exacerbées par des chocs externes tels que la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie (WB, 2024).

L'écart entre le potentiel économique et les niveaux de pauvreté alimente la frustration et le sentiment d'exclusion de la population, la rendant vulnérable au recrutement par des groupes extrémistes. Un exemple est la région aurifère de Kédougou dans l'extrême sud-est du pays, l'une des plus pauvres du pays. Cela représente un risque sécuritaire pour le Sénégal, selon l'Institut d'études de sécurité (ISS ; Pretoria) qui a appelé à accélérer la formalisation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle pour réduire l'exploitation illégale et renforcer le contrôle sur la chaîne de commercialisation de l'or (Tossou, 2023).

En outre, le Fonds monétaire international (FMI) a déjà mis en garde le gouvernement et ajusté ses prévisions de croissance économique pour le pays, les réduisant de 10,6 % à 8,3 % en raison de retards antérieurs dans ces projets énergétiques clés. D'autres doutes ont été soulevés quant à la légalité des accords antérieurs, notamment celui de cession des concessions de Saint-Louis et Cayar (Kayar), actuellement détenues par BP. Par exemple, en

novembre 2023, des rapports ont révélé que BP s'était retiré du champ de gaz naturel de Yakaar-Teranga au large du Sénégal à la suite de désaccords avec le gouvernement local (Blomberg, 2024). Par ailleurs, la société [Petroseren](#), la compagnie pétrolière nationale du Sénégal, a confirmé un certain attentisme. Il estime qu'il sera difficile de renégocier les contrats de Sangomar ou de GTA, déjà en cours, et insiste sur le fait que ce dernier champ est partagé physiquement et commercialement avec la [Mauritanie](#). Rien ne pouvait donc se faire sans la Mauritanie, qui n'avait jamais parlé de renégocier les contrats (Douet, 2024).

Les intentions de Faye de « protéger » l'industrie pétrolière et gazière du contrôle étranger pourraient décourager les investissements dans le secteur. En outre, les subventions probables sur les biens essentiels visant à améliorer la situation économique des pauvres pourraient conduire à des conflits avec le [FMI](#) sur la mise en œuvre du programme (EGA, 2024). Par ailleurs, le nouveau gouvernement de Dakar pourrait chercher à renégocier les [accords de pêche avec l'UE](#) pour développer la production locale, tant alimentaire qu'industrielle, afin d'assurer la sécurité alimentaire tout en réduisant les importations coûteuses (Douet, 2024).

Graph 5: pétrole et gaz décryptés



Source: [Global Data](#), 2 avril 2024

En 2023, le Sénégal a fait son entrée sur le marché international de la finance durable avec une garantie de crédit partielle de 400 millions d'euros de la [Banque africaine de développement](#), exclusivement allouée aux investissements verts et sociaux, conformément au Cadre de financement durable du Sénégal. L'opération s'inscrivait dans le cadre du [Plan Sénégal émergent](#) (PSE), adopté en 2014 pour répondre aux objectifs économiques, sociaux et environnementaux du Sénégal. Le PSE est structuré autour de trois axes stratégiques, à savoir: (i) la transformation structurelle de l'économie et la croissance, (ii) le développement du capital humain, la protection sociale et le développement durable, et (iii) le renforcement de la gouvernance, des institutions, de la paix et de la sécurité (AfdB, 2023).

Enfin, la menace croissante du [djihadisme](#) demeure, même au Sénégal. Les [groupes djihadistes](#) se sont répandus dans la région, des pays comme le [Mali](#), le [Niger](#) et le [Burkina Faso](#) subissant des attaques continues. Jusqu'à présent, l'islam modéré des [Mourides](#) et le rôle particulier des jeunes et des femmes ainsi que le sentiment de [patriotisme](#) des Sénégalais pourraient jouer un rôle dans l'atténuation du djihadisme au Sénégal. Le capital social existant dans le pays pourrait être davantage mobilisé pour favoriser l'instauration de la confiance et la cohésion sociale, renforçant ainsi la prévention de l'extrémisme violent dans le pays. Cependant, certains craignent que les groupes djihadistes au Mali puissent utiliser le Sénégal pour mobiliser des ressources afin de financer leurs activités. Ainsi, les mines d'or sénégalaises dans les régions proches du Mali sont perçues par les sondés comme des zones d'intérêt des groupes djihadistes au Mali et pourraient être ciblées par ces groupes (Bangura & Owusu & Quayle, 2024).

4. Conclusion

Caricature 6 : Sénégal : Fumée blanche ?



Source: © Simon Regis, [cartoon movement](#), 5 février 2024

Les implications politiques et économiques à long terme du programme politique présenté par le duo [Faye-Sonko](#) au sein du gouvernement sénégalais sont prometteuses. Depuis son entrée en fonction, l'administration a mis en œuvre diverses réformes visant à relever les défis socio-économiques urgents. En analysant les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces associées à leurs politiques, cet article donne un aperçu de la trajectoire potentielle du Sénégal sous leur direction.

L'administration Faye-Sonko a démontré un fort engagement en faveur de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique. Grâce à des processus décisionnels inclusifs et aux efforts visant à renforcer les institutions démocratiques, ils ont favorisé un sentiment de participation politique et d'engagement civique parmi les citoyens sénégalais. Toutefois, des défis tels que l'inefficacité bureaucratique et la corruption institutionnelle demeurent des obstacles importants à la stabilité politique à long terme. En outre, la réponse de l'administration aux voix de l'opposition et aux libertés civiles sera cruciale pour façonner la trajectoire démocratique du pays.

Sur le plan économique, l'administration Faye-Sonko a donné la priorité aux initiatives visant à favoriser le [développement durable](#) et à [réduire la pauvreté](#). Les politiques clés comprennent des investissements dans les infrastructures, l'éducation et les soins de santé, ainsi que des efforts visant à promouvoir l'entrepreneuriat et les investissements étrangers, bien que renégociés pour parvenir à un développement inclusif et durable. Même si ces mesures ont le potentiel de stimuler la croissance économique et de créer des opportunités d'emploi, des obstacles structurels tels que des taux de chômage élevés et des inégalités de revenus persistent. En outre, des facteurs externes tels que les tendances économiques mondiales et la dynamique géopolitique peuvent avoir un impact sur les perspectives économiques du Sénégal à long terme. En donnant la priorité aux investissements dans des secteurs critiques tels que l'éducation et la santé, ils visent à améliorer le bien-être de tous les citoyens sénégalais. De plus, leur engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité en matière de gouvernance a recueilli le soutien des parties prenantes nationales et internationales. Des partenariats stratégiques avec des acteurs régionaux et internationaux, ainsi que des investissements dans les énergies renouvelables et l'agro-industrie, pourraient stimuler le développement durable et créer de nouvelles opportunités d'emploi et d'innovation. En outre, les efforts en cours pour lutter contre la corruption et améliorer la gouvernance pourraient renforcer la confiance des investisseurs et stimuler les investissements directs étrangers.

Cependant, l'administration est confrontée à plusieurs défis qui pourraient entraver la réalisation de ses objectifs. Ceux-ci incluent les formalités administratives, l'insuffisance des infrastructures et l'accès limité au financement pour les [petites et moyennes entreprises](#). En outre, la persistance des inégalités socio-économiques constitue une menace importante pour la cohésion sociale et la stabilité politique.

Néanmoins, l'administration doit faire face à des menaces potentielles telles que le [changement climatique](#), les risques de sécurité et l'instabilité régionale. La vulnérabilité du Sénégal aux risques environnementaux, notamment les [sécheresses](#) et l'élévation du niveau de la mer, constitue un risque important pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire. En outre, les conflits en cours dans les pays voisins pourraient avoir des retombées sur la stabilité politique et le développement économique du Sénégal.

En conclusion, le programme politique défini par l'administration Faye-Sonko est à la fois prometteur et porteur de défis pour les perspectives politiques et économiques à long terme du Sénégal. Même si leur engagement en faveur d'une gouvernance démocratique et d'un développement inclusif est louable, la lutte contre les obstacles structurels et les menaces extérieures sera cruciale pour concrétiser leur vision d'un Sénégal prospère et stable. En tirant parti des opportunités et en atténuant les menaces, l'administration peut ouvrir la voie à une croissance et à une prospérité durable pour tous les citoyens sénégalais.

Bibliographie:

- Acheampong**, Martin (2024): [Change of Power in Senegal: What Bassirou Diomaye Faye Will Do for the Country](#). *GIGA Insights*, April 2024
- AfDB** (2023): [Senegal makes its entry on the international sustainable finance market with EUR 400 million partial credit guarantee from the African Development Bank](#). African Development Bank, 8 December 2023
- Amselle**, Jean-Loup (2024): [Entre France et Sénégal : l'illusion d'un conflit de valeurs](#). *Analyse Opinion Critique* (AOC), April 2024
- Bangura**, Ibrahim & Augustine **Owusu** & Andrea Samantha **Quaye** (2024): [When waiting means trouble: an enquiry into the approach toward prevention against jihadism in Senegal](#). *Frontiers in Political Science*, vol. 6, online, n.p.
- BBC** (2022): [Thomas Sankara murder: Ex-Burkina Faso President Blaise Compaoré found guilty](#). BBC, 6 April 2022
- Blomberg** (2024): [Senegal's newly elected President to reassess oil and gas contracts](#). *Global Data*, 2 April 2024
- Boiro**, Lexi (2024): [After a Senegalese Constitutional Crisis, Civil Society Leads the Way](#). NDI, April 3, 2024
- Bonnecase**, Vincent (2015): [Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime](#). *Politique africaine*, vol 137, pp. 151 – 168
- Douet**, Marion (2024) : [Au Sénégal, le secteur pétrolier et gazier dans l'incertitude après l'élection de Bassirou Diomaye Faye](#). *Le Monde*, 29 March 2024
- EGA** (2024): [Senegal Election 2024: Introducing the Youngest President in Africa](#). Edelman Global Advisory, 2 April 2024
- EIU** (2024) : [Senegal - In brief](#), London: Economist Intelligence Unit, April 2024
- Faye**, Fiona (2023): [Burkina Faso under the Presidency of Thomas Sankara – A Post-Developmental State?](#) M.A. thesis, Department of Development and Postcolonial Studies, Univ. of Kassel, 2 May 2023
- Frère**, Marie-Soleil & Pierre **Englebort** (2015): [Briefing: Burkina Faso—the Fall of Blaise Compaoré](#). *African Affairs*, vol. 114, Issue 455, pp. 295–307
- Hammerschlag**, Annika (2024): [We are finally free. Senegal hails new anti-establishment president](#). *The Guardian*, 27 March 2024
- Harsch**, Ernest (2013). [The legacies of Thomas Sankara: a revolutionary experience in retrospect](#). *Review of African Political Economy*, vol. 40 (137), pp. 358–374
- IMF** (2024): [First review under the extended fund facility, the extended credit facility, and the resilience and sustainability facility arrangements, request for modification of the quantitative performance criteria rephrasing of access](#). IMF Country Report No. 23/435, 19 December 2023
- Kane**, Coumba (2024): [Behind the Faye-Sonko duo's swift rise to power in Senegal](#). *Le Monde*, 11 April 2024
- Kelly**, Catherine Lena (2024) : [Key Takeaways from Senegal's Presidential Election](#). *Africa Center for Strategic Studies*, 1 April 2024, republished from [The Conversation](#).
- Kohnert**, Dirk (2022): [Francophonie in sub-Saharan Africa: Post-colonial dependence or self-determination? MPRA WP No. 115625](#)
- Kohnert**, Dirk & Laurence **Marfaing** (2019): [Les élections présidentielles de 2019 au Sénégal ou la lente ascension des nouvelles générations](#). (Research Note), *Canadian Journal of African Studies (CJAS) / Revue canadienne des études africaines*, Vol. 53, No. 2, pp. 355–366
- Kohnert**, Dirk (2007) : [On the renaissance of African modes of thought - The Example of the Belief in magic and witchcraft](#). In: Schmidt, Burghart / Schulte, Rolf (eds.): *Hexenglauben im modernen Afrika: Hexen, Hexenverfolgung und magische Vorstellungswelten*. (Witchcraft in Modern Africa:

Witches, witch-hunts and magical imaginaries), in German: Dokumentation & Buch (DOBU), Hamburg, 2007: 39-61,

Latuner, Lucie (2018): [Y'en a Marre! Hip-Hop Culture and Social Mobilization in Post Colonial Senegal](#). Connecticut College, *Anthropology Department Honors Papers*. No. 16., pp. 1-120

Le Cam, Morgane (2024): [Senegal's opposition voters: 'It was social injustice that made us vote for Bassirou Diomaye Faye'](#). *Le Monde*, 13 April 2024

Le Monde avec AFP (2024): [Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye ordonne un vaste état des lieux économique](#). *Le Monde avec AFP*, 10 April 2024

Nelson, Sarah (2013): [The New Type of Senegalese under Construction: Fadel Barro and Aliou Sané on Yenamarrisme after Wade](#). *African Studies Quarterly*, vol. 14 (3), pp. 13-32

Ollivier, Théa (2024) : [Sénégal : le premier ministre, Ousmane Sonko, présente un gouvernement qui fait la part belle aux cadres de son parti](#). *Le Monde*, 6 April 2024

Oxford Analytica (2024): [Senegal's new president may face obstacles to reform"](#), *Expert Briefings*. 2 April 2024

Peterson, Brian J. (2021): [Thomas Sankara: A revolutionary in Cold War Africa](#). Indiana University Press, 333 p.

RFI (2024): [À la Une: le premier Conseil des ministres de Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko](#). Radio France International (rfi), *Revue de presse Afrique*, 10 April 2024

Schwikowski, Martina (2024): [Diomaye Faye's election triumph: A new era for Senegal?](#) *Deutsche Welle* (DW); 26 March 2024

Tossou, Emiliano (2023): [Senegal: Government adopts \\$1B plan to develop the Kedougou gold mining region](#). *Ecofin Agency*, 24 November 2023

WB (2024): [Senegal – overview](#). World Bank, 3 April 2024

Abstract: [*Transition of power in Senegal: are the prospects of the new hopes realistic?*] - The election of Bassirou Diomaye Faye as President of Senegal on March 24, 2024, after a turbulent electoral process, reflects the resilience of Senegal's democratic institutions. It provides an opportunity to strengthen transparent governance and combat inequality. It was the first time since Senegal's independence from France in 1960 that an opposition candidate won already in the first round of presidential elections. Western media tried to show that Faye, who was portrayed as a "left-wing pan-Africanist," wanted to promote authentic African culture to break with post-colonial Western influence. However, the political orientation of the Faye-Sonko duo corresponds to that of the "Patriots of Senegal for Work, Ethics and Fraternity" (Pastef), an organization founded by Sonko in 2014. Although their formulations sound radical, their main goal is to strengthen the country's national independence. Faye, a graduate of the renowned elite school ENA, likes to see himself as the heir to two Senegalese thinkers who are, a priori, diametrically opposed: Léopold Sédar Senghor and Cheikh Anta Diop. They had a common goal: to make Senegal and the other African countries independent and self-reliant. This nationalist orientation will also bring the new government in Dakar closer to the neighbouring military juntas that rule Guinea, Mali, Burkina Faso and Niger. Paris, which has always been keen to preserve its post-colonial presence, including military bases, the CFA franc and the French language, is now forced to follow events. Faye and Songo have promised to renegotiate the terms of the French-backed CFA currency as well as oil and gas contracts with foreign companies. However, the government in Dakar will soon have to adapt to the harsh reality of economic inequality. It must live up to its election promises to fight corruption, put national economic interests first and create jobs for the country's population, notably for the young unemployed. Around 60% of unemployed are under 25 years old. The gap between economic potential and poverty levels is fuelling frustration. There is a sense of exclusion among youth, making them vulnerable to recruitment by extremist groups. The new president also intends to renegotiate fisheries agreements and develop local production for both food and industry to ensure food security while reducing costly imports. However, likely subsidies for essential goods could lead to conflicts with the IMF over program implementation. As far as the creation of a sovereign currency is concerned, it makes sense to implement existing plans to replace the CFA franc within ECOWAS in favour of the independent currency, the 'eco'.

Zusammenfassung : [*Machtwechsel im Senegal: Wie realistisch sind die Aussichten der neuen Hoffnungsträger?*] – Die Wahl von Bassirou Diomaye Faye zum Präsidenten Senegals am 24. März 2024 nach einem turbulenten Wahlprozess spiegelt die Widerstandsfähigkeit der demokratischen Institutionen Senegals wider. Es bietet die Möglichkeit, eine transparente Regierungsführung zu stärken und Ungleichheit zu bekämpfen. Es war das erste Mal seit der Unabhängigkeit Senegals von Frankreich im Jahr 1960, dass ein Oppositionskandidat gleich in der ersten Runde der Präsidentschaftswahlen gewann. Westliche Medien stellten Faye, als „linken Panafrikanisten“ dar, der eine authentische afrikanische Kultur fördern wolle, um mit dem postkolonialen westlichen Einfluss zu brechen. Die politische Ausrichtung des Faye-Sonko-Duos entspricht jedoch der 2014 von Sonko gegründeten Organisation „Patrioten Senegals für Arbeit, Ethik und Brüderlichkeit“ (Pastef). Auch wenn deren Formulierungen radikal klingen, ist ihr Hauptziel die Stärkung der nationalen Unabhängigkeit des Landes. Faye, Absolvent der renommierten Eliteschule ENA, sieht sich gern als Erbe zweier a priori diametral entgegengesetzter senegalesischer Denker: Léopold Sédar Senghor und Cheikh Anta Diop. Beide hatten ein gemeinsames Ziel: Senegal und die anderen afrikanischen Länder unabhängig und eigenständig zu machen. Diese nationalistische Ausrichtung wird die neue Regierung in Dakar auch näher an die benachbarten Militärjuntas heranführen, die Guinea, Mali, Burkina Faso und Niger regieren. Paris, das stets darauf bedacht war, seine postkoloniale Präsenz zu bewahren, einschließlich Militärstützpunkten, des CFA-Franc und der französischen Sprache, ist nun gezwungen, den Ereignissen zu folgen. Faye und Songo haben versprochen, die Bedingungen der von Frankreich unterstützten CFA-Währung sowie Öl- und Gasverträge mit ausländischen Unternehmen neu zu verhandeln. Allerdings muss sich die Regierung in Dakar bald auf die harte Realität der wirtschaftlichen Ungleichheit einstellen. Sie muss ihre Wahlversprechen einhalten, die Korruption zu bekämpfen, nationale Wirtschaftsinteressen in den Vordergrund zu stellen und Arbeitsplätze für die Bevölkerung des Landes, insbesondere für junge Arbeitslose, zu schaffen. Rund 60 % der Arbeitslosen sind unter 25 Jahre alt. Die Kluft zwischen wirtschaftlichem Potenzial und Armutsniveau schürt Frustration. Unter Jugendlichen herrscht ein Gefühl der Ausgrenzung, was sie anfällig für die Rekrutierung durch extremistische Gruppierungen macht. Der neue Präsident beabsichtigt außerdem, Fischereiabkommen neu zu verhandeln und die lokale Produktion sowohl für Lebensmittel als auch für die Industrie zu entwickeln, um die Ernährungssicherheit zu gewährleisten und gleichzeitig kostspielige Importe zu reduzieren. Wahrscheinliche Subventionen für lebenswichtige Güter könnten jedoch zu Konflikten mit dem IWF über die Programmumsetzung führen. Was die Schaffung einer souveränen Währung betrifft, ist es sinnvoll, bestehende Pläne zur Ablösung des CFA-Franc innerhalb der ECOWAS zugunsten der unabhängigen Währung „eco“ umzusetzen.